

13 mai 2006

L'environnement, une priorité sociale *(remarque : nous souhaitons que ce titre soit maintenu)*

Rédigé par Geneviève Azam

La crise écologique est multiforme : épuisement des ressources non renouvelables, changement climatique, accumulation de déchets toxiques, menaces de pandémies, réduction de la diversité biologique et sociale, environnement pathogène... Elle n'est donc pas réductible à une dégradation de « l'environnement », elle est au cœur de notre organisation économique et sociale.

L'écosystème ne peut pas être considéré comme l'extérieur du système socio-économique sur lequel il suffirait d'appliquer après coup des mesures réparatoires. Les catastrophes écologiques résultent des choix productivistes et de la primauté donnée au profit pour l'orientation des activités économiques ; elles sont des catastrophes socio-naturelles, menaçant la possibilité d'une vie humaine et sociale sur la planète. Elles s'opposent déjà à la possibilité de choix démocratiques, dans la mesure où la gestion de ces dérèglements écologiques dans le cadre du capitalisme néo-libéral est fondée sur le productivisme, sur le recours au « Marché » pour assurer l'équilibre écologique et sur l'acceptation d'inégalités qui ruinent les possibilités même de la démocratie.

Ce constat renvoie à l'idée de limites, puisqu'il devient évident qu'un tel modèle clos n'est pas raisonnablement et écologiquement universalisable.

Les alternatives ne sauraient donc se réduire à des mesures compensatoires et une fuite en avant technologique. Par ailleurs, il ne suffit plus de considérer la question sociale à partir seulement d'une amélioration de la répartition des richesses ou du régime de propriété, il faut aussi interroger le contenu de la richesse et les moyens pour la produire. Les points de ruptures apparaîtront lorsque le chantage à l'emploi couplé avec sa précarisation ne pourra plus se substituer à des choix collectifs fondés à la fois sur le droit à l'emploi, sur le sens retrouvé du travail, sur les limites écologiques et politiques à l'expansion infinie et indiscriminée des richesses, sur l'articulation entre des choix locaux et les contraintes globales.

Cela suppose de coupler les exigences sociales et écologiques à toutes les étapes des luttes et des transformations sociales. C'est un enjeu central pour les années à venir et nous avons à montrer que l'écologie n'est pas un luxe cultivé par les privilégiés.

Nous agissons autour des orientations suivantes :

1 - refus de l'insécurité écologique et des risques anthropiques : nucléaire, chimie, OGM, chimères génétiques (cf. fiche OGM). La protection de l'environnement, les économies d'énergie, les énergies renouvelables, l'agriculture saine (cf. fiche agriculture), l'agriculture vivrière et la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire sont très riches en emplois potentiels. La question est celle des choix politiques à mettre en œuvre pour dégager les ressources collectives nécessaires à une réorientation des modes de vie et de production. La mise en place de taxes environnementales devrait constituer une part de ces ressources.

2- reconnaissance de la dette écologique du Nord vis-à-vis du Sud et interdiction du brevetage du vivant et de la biopiraterie.

3- création d'une Organisation Mondiale de l'Environnement dont les compétences prévaudraient sur celles de l'OMC.

4- mise en œuvre d'une égalité de droits universels concrets : droits sociaux, accès à l'énergie ... accès à l'eau. La reconnaissance du droit à l'eau, bien commun de l'humanité, suppose l'arrêt de la privatisation de la gestion de l'eau, sous la forme des partenariats public-privé (cf. fiche eau).

5 - prise en compte et mise à jour des inégalités environnementales ; en particulier la santé des travailleurs est menacée par le pouvoir d'une techno-science au service des profits privés : agriculture productiviste à haute chimisation, dopée aux pesticides et aux OGM (cf. fiche agriculture), usines dangereuses et toxiques, sites amiantés ...

6- réorientation de la consommation : les besoins de compensation par rapport au mode de vie social, combinés au matraquage publicitaire et à la précarité des revenus, entraînent une consommation addictive de marchandises bon marché, de qualité médiocre, produites dans des conditions sociales et écologiques insoutenables. Des mesures concrètes s'imposent pour faire connaître la sphère des produits issus des circuits courts, de l'agriculture paysanne pour une « nourriture biologique » (cf. fiche agriculture), du commerce équitable

7- Plus globalement, il s'agit de mettre en œuvre une stratégie de relocalisation de l'économie, dans une triple perspective :

- reconstruction des territoires et de l'habitat,**
- réduction de la demande d'énergie, notamment par une diminution importante des transports et des déplacements liés aux exigences de la production à flux tendu et aux échanges croisés de produits similaires, notamment dans des grandes zones régionales comme l'UE (en particulier routiers et aériens, les plus émetteurs de gaz à effet de serre),**
- créations d'emplois.**